

Revue de presse du Mali

01.12 – 15.12.2023

Bienvenue sur la revue de presse bi-hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse bi-hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à la société.

Contenu

**- SOMMET ORDINAIRE DE LA CEDEAO
Vers une nouvelle crise entre l'Organisation et
l'AES ?**

**- Terrorisme et financement : Enquête sur Iyad,
Kouffa et des groupes armés**

SOMMET ORDINAIRE DE LA CEDEAO

Vers une nouvelle crise entre l'Organisation et l'AES ?

Les chefs d'État de la CEDEAO se réuniront le 10 décembre prochain lors d'un sommet ordinaire. Bien que plusieurs sujets soient attendus, il est important de noter que la question de l'instabilité dans la sous-région et de l'organisation des élections dans les pays du Sahel ayant subi des coups d'État sera en tête de liste des sujets abordés.

Il est évident que les semaines à venir seront mouvementées pour les pays membres de l'Alliance des États du Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso), qui devaient normalement démontrer leur volonté d'organiser des élections pour rétablir l'ordre constitutionnel. Depuis la création de l'Alliance des États du Sahel (AES), il est clair que la CEDEAO doit désormais composer avec un bloc des États du Sahel.

Alors que les signataires de la Charte du Liptako Gourma multiplient les rencontres ministérielles pour promouvoir l'autonomie juridique, institutionnelle et économique de l'alliance, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) quant à elle, s'efforce de rétablir rapidement l'ordre constitutionnel dans ces pays dirigés par des militaires.

Au Mali, les autorités de transition ont annoncé en octobre le report de l'élection présidentielle prévue en février 2024, qui devait marquer le retour des civils à la tête du pays.

Cette décision contredit les engagements pris sous la pression de la CEDEAO en faveur d'un transfert du pouvoir. Les dates initialement prévues pour les deux tours, les 4 et 18 février 2024, seront légèrement repoussées pour des raisons techniques, selon le porte-parole du gouvernement, le colonel Abdoulaye Maïga, lors d'une déclaration devant des journalistes. Parmi ces « raisons techniques », les autorités ont évoqué l'adoption d'une nouvelle Constitution en 2023, la révision des listes électorales, ainsi qu'un litige avec une société française, Idemia, impliquée dans le processus de recensement.

Le gouvernement précise que les nouvelles dates de l'élection présidentielle seront communiquées ultérieurement. À l'heure actuelle, aucune date n'a été fixée par les autorités pour l'organisation des élections. Un tel statu quo pourrait entraîner de nouvelles sanctions pour Bamako, alors que le pays a déjà subi 9 mois de sanctions.

Au Niger, le coup d'État, qui semble ne pas avoir abouti, est dans l'incertitude et aucun calendrier n'a été proposé, alors que le pays est sous embargo depuis plusieurs mois suite à ce que les chefs d'État de la CEDEAO appellent une « tentative de coup d'État » contre le président Mohamed Bazoum.

Dans ce pays, le Parlement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a appelé les chefs d'État et de gouvernement de la région à lever les sanctions imposées à la République du Niger suite au coup d'État qui a entraîné l'accession au pouvoir de Mohamed Bazoum.

En juillet dernier, la CEDEAO a imposé des sanctions à la République du Niger suite à la destitution du président Mohamed Bazoum par certains militaires dirigés par l'ancien commandant de la Garde présidentielle, le général Abdourahamane Tchiani.

Le Parlement de la CEDEAO a déclaré que le peuple nigérien souhaitait être soulagé des difficultés économiques et des défis humanitaires causés par l'interdiction des relations commerciales et le gel des comptes du pays dans les banques centrales régionales par les chefs d'État de l'organisation.

S'exprimant devant les médias après la séance d'ouverture du Parlement à Abuja mercredi, le chef du Sénat nigérian, qui est également membre du Parlement de la CEDEAO, Ali Ndume, a affirmé que les sanctions avaient un impact sévère sur les masses, y compris les Nigériens vivant à la frontière

« Il s'agit d'un appel aux chefs d'État de la CEDEAO pour qu'ils prennent en compte la situation humanitaire et résolvent l'impasse politique au Niger », a-t-il déclaré.

Selon lui, le Niger partage des frontières avec environ huit États du Nigeria, à savoir Borno, Yobe, Kano, Katsina, Sokoto, Zamfara et Kebbi.

Depuis la fermeture de la frontière et l'imposition de sanctions, les personnes pauvres, en particulier les enfants et les femmes, ont été confrontées à des difficultés inimaginables et aucun progrès significatif n'a été réalisé pour résoudre ce problème.

Il a donc appelé le chef de l'État de la CEDEAO à intensifier la résolution de l'impasse politique au Niger en levant d'abord les sanctions et en rouvrant la frontière fermée entre le Niger et le Nigeria.

Toutes ces questions seront abordées lors de ce sommet et pourraient plonger ces pays dans une nouvelle crise avec la CEDEAO.

Source malikilé



Terrorisme et financement : Enquête sur Iyad, Kouffa et des groupes armés

Une enquête judiciaire a été ouverte pour « terrorisme » et financement contre les chefs d'Al-Qaida et les séparatistes touaregs. Iyad Ag Ghaly, qui dirige le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, et Amadou Kouffa, chef de la katiba Macina, sont particulièrement visés par la justice malienne.

La justice malienne a annoncé, mardi soir 28 novembre 2023, l'ouverture d'une enquête visant des chefs locaux d'Al-Qaida, dont Iyad Ag Ghaly, ainsi que des séparatistes touaregs pour des actes de terrorisme, le financement du terrorisme et la détention illégale d'armes de guerre.

Cette enquête intervient dans un contexte de dégradation de la sécurité dans le nord du pays, où l'armée a récemment repris la ville de Kidal, symbole de la rébellion touarègue qui était aux mains des groupes armés depuis 2013.

Iyad Ag Ghaly, chef du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) au Mali, une alliance djihadiste affiliée à Al-Qaida, figure aux côtés du prédicateur peul Amadou Barry, alias Amadou Kouffa, chef de la katiba Macina, appartenant à la même mouvance, sur la liste des djihadistes mentionnés dans le communiqué du procureur de la cour d'appel de Bamako transmis à l'AFP.

D'autres djihadistes, notamment Housseine Ould Ghoulan et Achafagui Ag Bouhada, sont également mentionnés dans le texte, qui énumère également six responsables séparatistes touaregs.

Ces derniers ont repris les armes contre l'État central malien malgré la signature d'un accord de paix avec Bamako en 2015 à Alger.

Il s'agit d'Alghabass Ag Intalla, Bilal Ag Acherif, Ibrahim Ould Handa, Fahad Ag Almahmoud, Hanoune Ould Ali et Mohamed Ag Najim, des responsables d'une alliance de groupes armés à dominante touareg.

Le procureur général près la cour d'appel de Bamako a ordonné l'ouverture d'une enquête contre les leaders terroristes, ainsi que d'autres membres signataires de l'accord de paix de 2015 qui ont basculé dans le terrorisme.

L'objectif de cette enquête est de permettre aux auteurs présumés de ces actes et à leurs complices de répondre de leurs actes devant la justice, selon le communiqué.

Selon le parquet, des renseignements ont révélé la formation d'une à l'intégrité territoriale et de ternir l'image de l'armée malienne.

Il mentionne des « faits d'une extrême gravité » qui pourraient constituer des infractions présumées telles que des associations de malfaiteurs, des actes de terrorisme, du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, la détention illégale d'armes de guerre et de munitions, ainsi que la complicité de ces mêmes faits.

Selon lui, de tels « agissements » pourraient causer des victimes civiles et militaires. Depuis 2012, le Mali est confronté aux actions des groupes affiliés à Al-Qaida et à l'État islamique, ainsi qu'à la violence des groupes d'autodéfense autoproclamés et au banditisme.

La crise sécuritaire s'accompagne d'une crise humanitaire et politique profonde

Les colonels qui ont pris le pouvoir par la force en août 2020 ont rompu en 2022 la coopération militaire historique avec la France et se sont tournés politiquement et militairement vers la Russie.

En particulier, le nord du Mali est en proie à une intensification des affrontements militaires depuis août.

Le retrait de la mission des Nations unies (MINUSMA), poussée vers la sortie par la junte au pouvoir, a déclenché une lutte pour le contrôle du territoire entre l'armée, les djihadistes et les séparatistes qui ont repris les armes contre l'État central.

Source : Malikilé

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Ulf Laessing, Directeur régional programme Sahel
basé à Bamako

Aminata Traore, Assistante de Programmation /
rédactrice en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

www.kas.de/Sahel

https://twitter.com/KAS_Sahel

<https://www.facebook.com/KAS.Sahel>

Ulf.laessing@kas.de / Aminata.traore@kas.de

Badalabougou - Est
Bamako/Mali
B.P. E 1247
Téléphone:
+223-20.23.00.36
Info.bamako@kas.de
www.kas.de/sahel

www.kas.de